



Réponse de BT France à l'appel à commentaires  
sur la consultation publique sur l'analyse des  
marchés de gros de la terminaison d'appel vocal  
sur les réseaux mobiles.

*Mai 2004*

Tout commentaire sur ce document doit être adressé à  
Joanna Taylor  
[joanna.taylor@bt.com](mailto:joanna.taylor@bt.com).

## **1. Commentaires généraux**

Q1.1 Avez-vous des commentaires généraux sur le document

BT France n'a aucun commentaire d'ordre général à soumettre sur le document.

## **2. Commentaires sur l'introduction (Chapitre 2)**

Q2.1 Avez-vous des commentaires sur l'introduction?

BT France n'a aucun commentaire à soumettre sur l'introduction

## **3. Commentaires sur la définition des marchés (chapitre 3)**

Q3.1 Avez-vous des commentaires sur la définition des marchés?

BT France souscrit à l'analyse des critères de substitutabilité effectuée par l'ART, ainsi qu'à la définition des marchés pertinents qui en découle.

## **4. Commentaires sur la puissance de marché (chapitre 4)**

Q4.1, Q4.2 et Q4.3: BT France appuie la conclusion de l'ART selon laquelle chaque opérateur mobile, de métropole comme d'outre-mer, exerce sur son propre réseau une influence significative, tant en raison de ses parts de marché sur ledit réseau qu'au vu de l'absence de pouvoir d'achat compensateur des autres opérateurs. BT France est partisan de l'analyse selon laquelle le degré de substitutabilité de la terminaison d'appel sur le marché de gros d'un opérateur mobile est limité par le fait que seul ledit opérateur dispose de l'accès à la partie du réseau nécessaire à la terminaison d'appel.

## **5. Commentaires sur les obligations (chapitre 5)**

Les commentaires suivants portent sur la définition par l'ART des obligations susceptibles d'être imposées aux opérateurs en général, et ne distinguent pas selon que les opérateurs dont il est question soient opérateurs de métropole ou d'outre-mer. Cette approche est conforme à la conclusion exposée dans le commentaire précédent, à savoir que chacun des opérateurs mobiles dont il est question dans la consultation publique dispose d'une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel vocal sur son propre réseau.

Q5.2.1: Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole?

BT France accueille très positivement l'ensemble des obligations de prestations d'interconnexion et d'accès, d'offre de référence, de transparence, de non-discrimination, de contrôle des prix, ainsi que les obligations comptables envisagées par l'ART comme susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (et outre-

mer). Les commentaires particuliers relatifs à l'une ou l'autre des obligations figurent en réponse aux questions individuelles mentionnées ci-dessous.

Q5.2.2 (commentaires communs aux questions Q5.2.2 et Q5.3.2 pour les opérateurs mobiles d'outre-mer): Avez-vous des commentaires sur les prestations d'interconnexion et d'accès susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole?

BT France appuie l'analyse de l'ART sur cette obligation d'offre de prestations d'interconnexion et d'accès.

Q5.2.3 (commentaires communs aux questions Q5.2.3 et Q5.3.3 pour les opérateurs mobiles d'outre-mer): Avez-vous des commentaires sur la publication d'une offre de référence susceptible d'être imposée aux opérateurs de métropole?

BT France appuie l'analyse de l'ART sur cette obligation de publication d'une offre de référence.

Q5.2.4 (commentaires communs aux questions Q5.2.4 et Q5.3.4 pour les opérateurs mobiles d'outre-mer): Avez-vous des commentaires sur les autres obligations liées à la transparence susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole?

BT est d'avis que l'obligation de transparence est essentielle à l'effectivité des obligations de non-discrimination et de contrôle sur les coûts et tarifs. En effet seule une parfaite transparence de la part des opérateurs sur le contenu et les tarifs de leurs offres d'interconnexion et d'accès, offrira une garantie de non-discrimination entre opérateurs, y compris les activités desdits opérateurs sur le marché des particuliers. En particulier, BT France tient à souligner l'intérêt que présente l'abandon du système du "bill and keep", qui génère une discrimination au détriment des opérateurs fixes par rapport aux opérateurs mobiles bénéficiaires dudit système. BT France note que l'exigence d'abandon de ce système découle directement des dispositions de la directive accès en matière de contrôle sur les prix.

Q5.2.5 (commentaires communs aux questions Q5.2.5 et Q5.3.5 pour les opérateurs mobiles d'outre-mer): Avez-vous des commentaires sur l'obligation de non-discrimination susceptible d'être imposée aux opérateurs de métropole?

Ainsi que souligné à la question précédente, l'objectif de non-discrimination entre opérateurs fixes et opérateurs mobiles, ainsi qu'entre opérateurs mobiles indépendamment de la nature on-net ou off-net des appels, est essentielle. En effet, dans la mesure où la prestation de terminaison d'appels est similaire, d'un point de vue technique, quel que soit le réseau de provenance de l'appel, une différenciation au niveau des tarifs n'est nullement justifiée.

Cet objectif de non-discrimination a de fortes implications en matière de contrôle des prix, obligation à propos de laquelle BT France soumet ses commentaires à l'ART au point suivant.

Q5.2.6 (commentaires communs aux questions Q5.2.6 et Q5.3.6 pour les opérateurs mobiles d'outre-mer): Avez-vous des commentaires sur le contrôle des prix susceptible d'être imposé aux opérateurs de métropole?

BT France est d'avis que la justification d'une régulation ex-ante sur le marché pertinent de la terminaison d'appels sur réseau mobile, réside dans la nécessité de garantir une répartition juste et équilibrée des coûts supportés par les opérateurs mobiles, entre:

- les différentes prestations de gros qu'ils offrent à des opérateurs tiers (que ces derniers soient des opérateurs de réseau mobile ou fixe), et
- les opérateurs, que ceux-ci soient des opérateurs tiers ou les filiales/branches respectives des opérateurs mobiles sur le marché de détail.

Le contrôle des prix est un mécanisme qui favorise l'orientation des tarifs vers les coûts. Il est de ce fait un outil contre les distortions de concurrence sur le marché pertinent considéré, ainsi que sur le marché intermédiaire correspondant en ce qu'il permet de remédier aux pratiques des "margin squeeze" et des subventions croisées.

Il facilite également la lutte contre la distortion entre les tarifs de "call termination" et "call origination".

BT France souhaite souligner qu'il lui semble particulièrement important que les tarifs de terminaison d'appels soient basés sur les coûts incrémentaux à long terme, ceci en dépit même de l'existence d'un price cap sur lesdits tarifs. Dans l'hypothèse où les données sur les coûts incrémentaux à long terme ne seraient pas disponibles (par exemple, s'ils sont en cours de mise en place), BT France invite l'ART à préconiser l'utilisation du système des "fully allocated costs".

Enfin, BT France souhaite faire part à l'ART de la nécessité de considérer les coûts des terminaisons d'appels sur réseaux mobiles GSM, et ceux des réseaux de troisième génération comme correspondant à un service identique, c'est-à-dire la terminaison d'appel sur un réseau mobile.

Q5.2.7 (commentaires communs aux questions Q5.2.7 et Q5.3.7 pour les opérateurs mobiles d'outre-mer): Avez-vous des commentaires sur les obligations comptables susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole?

BT France appuie le choix de cette obligation au titre des mécanismes retenus en vue de la régulation du marché pertinent considéré. BT France estime en effet que le principe de séparation comptable est essentiel aux objectifs de transparence et de non-discrimination.

BT France invite l'ART à établir les spécifications et la description des systèmes de comptabilisation, les formats des états financiers et la méthodologie d'attribution des actifs, passifs et coûts, en consultation avec les opérateurs de communications électroniques.

BT France attire enfin l'attention de l'ART sur le fait qu'elle souscrit entièrement aux Recommandations publiées par le Groupement des Régulateurs Européens à propos de la mise en oeuvre du principe de séparation comptable.

Q5.4: Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations susceptibles d'être imposées aux autres opérateurs puissants d'outre-mer?

BT France accueille favorablement la qualification par l'ART de ces opérateurs comme ayant une puissance significative sur le marché pertinent considéré. BT France reconnaît néanmoins que les obligations imposées par l'ART à ces opérateurs sont proportionnelles à la taille de leur marché respectif.

## **6. Commentaires sur les annexes.**

BT France n'a pas de commentaires particuliers à soumettre sur les annexes.